

VOIX DU MONDE RURAL

2011/01 N°101

REFORMA AGRARIA CON
LA PARTICIPACIÓN DE
LOS CAMPESINOS

FIMARC - INAG - MIJARC - Entraid

FORUM SOCIAL MONDIAL 2011
Dakar (Sénégal)

VMR

Rédacteur en chef:

George Dixon
FERNANDEZ

Secrétariat:

FIMARC aisbl
rue Jaumain 15
5330 ASSESSE
BELGIQUE
Tél/fax: 32-83-656236
www.fimarc.org
fimarc@skynet.be

Compte bancaire:

ING 310-0756026-94
IBAN
BE87 3100 7560 2694
BIC/SWIFT
BBRUBEBB

Mise en page:

FIMARC aisbl

Photos & Dessins:

FIMARC aisbl
sauf mention spéciale

Abonnement:

15,00 €/an

Parution:

31^e année

Impression:

IMPRIBEAU
Beauplateau 1
6680 SAINTE-ODE
BELGIQUE
www.impribeau.be

Sommaire

| | |
|--|----|
| Editorial | 3 |
| Forum Social Mondial 2011 Dakar (Sénégal) | 5 |
| Appel de Dakar contre les accaparements de terres | 8 |
| Nouvelles de la FIMARC | 15 |

*Couverture : Forum Social Mondial
Février 2011 - Dakar (Sénégal)*

Périodique, publié en quatre langues par la FIMARC, qui
donne un écho de la vie du monde rural et de l'action des
Mouvements membres ou non de la Fédération

© FIMARC



Chers lecteurs du VMR,

L'année 2010 a été marquée par les engagements de la FIMARC dans la lutte pour la Souveraineté Alimentaire, le droit à l'alimentation et pour des économies solidaires allant dans le sens de la décroissance.

L'Assemblée Mondiale d'Atyra au Paraguay nous a permis de développer de nouvelles synergies, des stratégies, et nous a donné un réel élan pour développer tout ce travail. Au cours de l'année précédente, nous avons renforcé notre travail par différentes actions politiques, des représentations, des formations, et notre travail de réseau et de lobby a eu des impacts significatifs sur de nombreuses institutions ou personnes en charge des décisions politiques.

Une nouvelle année a commencé avec la publication prévue de 4 VMR cette année encore. Nous en sommes maintenant à notre 101e édition. Je suis très heureux de vous informer qu'à partir de ce numéro, nous pouvons compter sur une nouvelle équipe composée de Daisy Herman (ancienne Secrétaire générale) et de Jean Paul Perrin (Membre du Comité exécutif) pour nous épauler dans la rédaction du VMR.

En même temps je suis au regret de vous faire part de ce que nous sommes forcés à nouveau de réduire le nombre de pages de votre revue en raison de la réduction du soutien financier de notre associé dans cette entreprise.

Analysant la situation financière actuelle, le Comité exécutif réuni en avril 2011 a décidé néanmoins de continuer à publier VMR régulièrement et traduit en 4 langues, mais en réduisant le nombre de pages de moitié. Ces contraintes financières nous obligent aussi à chercher le soutien de bénévoles y compris pour la traduction.

Ce numéro de VMR sera consacré au Forum Social Mondial qui s'est tenu à Dakar en février dernier. Nous y étions présents avec une délégation de 10 personnes, principalement venant de notre mouvement MARCS du Sénégal et du MRC d'Espagne. Nous pensons que la participation à cet événement est intéressante pour nous car il est un espace ouvert de réflexion, de débats et d'idées démocratiques, de formulation de propositions, d'échanges d'expériences et de possibilité de création de réseaux pour la mise en œuvre d'actions de changements par les groupes et les mouvements de la Société civile. Nous croyons qu'il demeure un espace pour le respect des droits humains, pour l'égalité et la démocratie. Nous voulons créer la solidarité entre les peuples qui luttent pour leurs droits et qui résistent à tous les systèmes qui marginalisent les communautés rurales et les groupes vulnérables.

Le contenu principal de cette édition concernera le Forum Social Mondial de 2011 et montrera comment la question de la terre a été mise en débat public au cours de cet événement mondial. Il est évident que la question de la terre est devenue un enjeu critique dans la plupart des régions du monde dans le contexte grandissant d'accaparement. Un atelier organisé conjointement par la FIMARC et Entraide et Fraternité à été un des points d'orgue de notre participation à ce forum.

Je ne doute pas que votre motivation pour continuer les luttes pour la terre dans votre pays sera renforcée à la lecture de ce VMR. Les mouvements sociaux et les communautés rurales doivent s'unir plus que jamais pour faire en sorte qu'un autre monde soit possible.

En espérant recevoir vos suggestions, vos nouvelles ou tout autre commentaire, recevez chers amis, mes meilleures salutations

*George Dixon FERNANDEZ
Secrétaire général*



FORUM SOCIAL MONDIAL

Dakar (Sénégal)

06-11/02/2011

Un peu d'histoire....

Le Forum social mondial (ou FSM) est un forum international qui a pour but principal de permettre aux organisations citoyennes du monde entier traitant des principaux sujets et enjeux de la mondialisation, de se rencontrer. Les forums sociaux sont des espaces ouverts de débats d'idées, de rencontres et d'élaboration de projets alternatifs. Ils ne produisent pas de déclaration finale même si il est arrivé qu'à l'issue d'un FSM, un texte ou l'autre sous forme de Manifeste soit produit.

Les forums sociaux à toutes les échelles, forums internationaux, régionaux, nationaux, thématiques, sont régis par la Charte des principes du Forum social mondial, dont les principes les plus importants sont :

- l'opposition au néolibéralisme qui caractérise la mondialisation actuelle.
- l'ouverture à tous les courants idéologiques pour les projets alternatifs,
- l'absence des partis politiques en tant que tels.

Le slogan des FSM qui est désormais bien connu est qu'«Un autre monde est possible». La première édition du FSM s'est tenue en 2001 à Porto Alegre au Brésil. Il a réuni entre 5.000 et 20.000 participants, ainsi que quelques centaines de journalistes.



FSM Porto Alegre (Brésil) - 2001

Ce premier forum, né d'une rencontre entre plusieurs associations altermondialistes séduites par l'idée de créer un forum parallèle au Forum économique mondial, a été organisé par huit associations brésiliennes: Attac, le Mouvement des sans-terre, ABONG (Association brésilienne d'organisations non gouvernementales), CIVES (Association brésilienne des hommes d'affaires pour la citoyenneté), CBJP (Commission brésilienne Justice et Paix), IBASE (Institut brésilien d'analyses socio-économiques), CUT (Centrale unique des travailleurs) ainsi que CJG (Centre de justice mondiale, justiça global).

En 2004, pour sa 4e édition, le FSM change de continent et a lieu en janvier à Bombay, en Inde, avec environ 80.000 participants de 132 pays différents et 2 660 associations ou mouvements.

C'est dire l'importance qu'a pris le FSM en quelques années. Non seulement en termes de participation mais aussi en tant qu'espace de rencontres, appuyés par quelques personnalités de renom telles que le Prix Nobel de la Paix iranienne Mme Chirine Ebadi ou encore le prix Nobel d'économie M. Joseph Stiglitz. Le FSM s'ouvre aussi en facilitant une plus grande participation des milieux populaires et faisant la part belle à diverses expressions politiques par des manifestations artistiques.

En 2006, l'organisation du FSM propose de l'organiser en «forum polycentrique», c'est-à-dire en divers moments sur différents continents (janvier: Caracas et Mali, mars: Pakistan). C'est réellement à partir de ce moment que les questions agricoles et plus largement la question des ressources prennent toute leur importance au sein de cet espace.

En 2007 c'est au tour de l'Afrique d'organiser le 7e FSM à Nairobi au Kenya. Sept ans après le premier FSM De Porto Alegre, on constate que l'altermondialisme est présent dans toutes les grandes régions du monde et le succès des forums mondiaux ne se dément pas.



FSM Nairobi (Kenya) - 2007

Après un retour en Amérique latine c'est de nouveau l'Afrique qui accueille le FSM qui s'est déroulé à Dakar au Sénégal en février dernier. Vu les crises alimentaires, énergétiques, financières de ces derniers mois et l'enjeu de plus en plus crucial de l'accaparement des terres, de nombreux ateliers sont organisés sur le thème de la souveraineté alimentaire, de la question des biens communs et parmi ceux-ci de l'enjeu particulier de l'accès et du contrôle de la terre. Vous trouverez en pages 8 et 9 «L'appel de Dakar» contre les accaparements de terres.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Avez-vous eu l'occasion de participer vous-même à un FSM ? ou connaissez-vous l'une ou l'autre personne qui ont pu y participer ?*
- *A la lumière de ces témoignages ou en lisant l'article ci-dessus, pensez vous que ce soit un espace de rencontre intéressant ? Si oui pourquoi ?*
- *Pensez vous que les FSM devraient être davantage force de propositions, se terminer par des appels comme celui de Dakar, par des interpellations plus fortes au niveau politique ?*

L' APPEL DE DAKAR CONTRE LES ACCAPAREMENTS DE TERRES

Nous, organisations paysannes, organisations non-gouvernementales, organisations confessionnelles, syndicats et autres mouvements sociaux, réunis à Dakar pour le Forum Social Mondial de 2011:

Considérant que les agricultures paysannes et familiales, regroupant la majorité des agriculteurs et agricultrices du monde, sont les mieux placées pour :

- Répondre à leurs besoins alimentaires et à ceux des populations, assurant la sécurité et la souveraineté alimentaires des pays,*
- Fournir des emplois aux populations rurales et maintenir un tissu économique en zones rurales, clé d'un développement territorial équilibré,*
- Produire en respectant l'environnement et en sauvegardant les ressources naturelles pour les générations futures;*

Considérant que les récents accaparements de terres massifs au profit d'intérêts privés ou d'Etats tiers, ciblant des dizaines de millions d'hectares - que ce soit pour des raisons alimentaires, énergétiques, minières, environnementales, spéculatives, géopolitiques - portent atteinte aux droits humains en privant les communautés locales, indigènes, paysannes, pastorales, et de pêche artisanale de leurs moyens de production, en restreignant leur accès aux ressources naturelles ou en leur ôtant la liberté de produire comme ils le souhaitent et qu'ils aggravent les inégalités d'accès et de contrôle foncier des femmes ;

Considérant que les investisseurs et les gouvernements complices menacent le droit alimentaire des populations rurales, qu'ils les condamnent à subir un chômage endémique et un exode rural, qu'ils exacerbent pauvreté et conflits et qu'ils contribuent à la perte des connaissances, savoir-faire agricoles et identités culturelles;

Considérant enfin que la gestion foncière, ainsi que le respect des droits des peuples, sont d'abord sous la juridiction des parlements et gouvernements nationaux et que ces derniers portent la plus grande part de responsabilité dans ces accaparements ;

Nous en appelons aux parlements et aux gouvernements nationaux pour que cessent immédiatement tous les accaparements fonciers massifs en cours ou à venir et que soient restituées les terres spoliées. Nous ordonnons aux gouvernements d'arrêter d'oppresser et de criminaliser les mouvements de luttes pour les terres et de libérer les militants illégalement emprisonnés. Nous exigeons des gouvernements nationaux qu'ils mettent en place un cadre effectif de reconnaissance et de régulation des droits fonciers des usagers à travers une consultation de toutes les parties prenantes et en préalable à toute cession massive des terres.

Cela requiert de mettre fin à la corruption et au clientélisme, qui invalident toute tentative de gestion foncière partagée.

Nous exigeons des Unions Régionales d'États, de la FAO et des institutions nationales et internationales qu'elles mettent immédiatement en place les engagements qui ont été pris lors de la Conférence Internationale pour la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR) de 2006, à savoir la sécurisation des droits fonciers des usagers, la relance des processus de réformes agraires basés sur un accès équitable aux ressources naturelles et le développement rural pour le bien-être de tous. Nous réclamons que le processus de construction des Directives de la FAO* soit renforcé et qu'il s'appuie sur les droits humains tels qu'ils sont définis dans les différentes chartes et pactes internationaux- ces droits ne pouvant être effectifs que si des instruments juridiques contraignants sont mis en place au niveau national et international afin que les Etats respectent leurs engagements- Par ailleurs, il incombe à chaque Etat d'être responsable vis à vis de l'impact de ces politiques ou des activités de ses entreprises dans les pays ciblés par les investissements. De même, il faut réaffirmer la suprématie des droits humains sur le commerce et la finance internationale, à l'origine des spéculations sur les ressources naturelles et les biens agricoles.*

Parallèlement, nous invitons le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) à rejeter définitivement les Principes pour des Investissements Agricoles Responsables (RAI*) de la Banque Mondiale, qui sont illégitimes et inadéquats pour traiter le phénomène, et à inclure les engagements de la CIRADR ainsi que les conclusions du rapport d'Évaluation Internationale des Connaissances, des Sciences et Technologies Agricoles pour le Développement (IAASTD*) dans son Cadre d'Action Globale.*

Nous exigeons que les Etats, organisations régionales et institutions internationales mettent en place les investissements nécessaires pour soutenir les alternatives à la cession massive de terres et à l'agro-industrie portées par les agricultures familiales et la production vivrière agro-écologique. Des politiques agricoles appropriées devront prendre en compte les différents types de producteurs (peuples autochtones, éleveurs nomades, pêcheurs artisanaux, paysans et bénéficiaires des réformes agraires) et répondre plus spécifiquement aux besoins des femmes et des jeunes.

Enfin, nous invitons les citoyennes, les citoyens et les organisations de la société civile du monde entier à soutenir -par tous les moyens humains, médiatiques, juridiques, financiers et populaires possibles- tous ceux qui luttent contre les accaparements de terres et à faire pression sur les gouvernements nationaux et sur les institutions internationales pour qu'ils remplissent leurs obligations vis à vis des droits des peuples.

Nous avons tous le devoir de résister et d'accompagner les peuples qui se battent pour leur dignité !

Forum Social Mondial de Dakar, le 11 février 2011.



LA FIMARC AU FORUM SOCIAL 2011 À DAKAR, SÉNÉGAL

Le FSM dont la devise est "un Autre Monde est Possible", a commencé au Brésil il y a 11 ans. Pour la FIMARC, le FMS est une occasion de s'exprimer largement et d'enrichir ses idées, ses analyses et ses lignes d'action, tout comme il est un espace pour créer des réseaux et des alliances pour construire un autre monde basé sur la solidarité et la justice.

Promouvant les mêmes idéologies et actions, la FIMARC a dès le départ considéré opportun de participer aux forums sociaux Mondiaux. La rencontre de Dakar, suivie par plus de 50.000 personnes de 123 pays, a été inaugurée par le président bolivien Evo Morales. Parmi les nombreuses questions débattues au cours de ce sommet, pendant six jours, l'accaparement des terres était un des enjeux majeurs. Les militants pour le droit à la terre, incluant un grand nombre de paysans ont attiré l'attention sur les horreurs de l'usurpation de terres actuellement en cours un peu partout dans le monde.

La FIMARC a participé au FSM de Dakar du 5 au 11 février 2011 avec 10 délégués de l'Asie, de l'Europe et de l'Afrique. Les mouvements MRC d'Espagne et MARCS du Sénégal se sont activement impliqués dans l'organisation de nos ateliers au cours de ce forum. Nous avons pu organiser un grand nombre d'activités et des actions, en propre ou avec d'autres, particulièrement avec Entraide & Fraternité et le MIJARC.

Un atelier commun avec Entraide et Fraternité sur l'accès à la terre et le droit à la terre des petits paysans pour la Souveraineté Alimentaire.

Le 8 février, la FIMARC et Entraide & Fraternité ont organisé un atelier commun sur l'accès à la terre et les droits à la terre des petits paysans pour la Souveraineté alimentaire.



Joseph Kama (MARCS, Sénégal), TIBASHOBOKA Doreen Hona (CARYM, Ouganda), Gittel (SUMPAY, Philippines), Nieves Martinez Bravo (MRC Espagne), François Delvaux (Entraide & Fraternité, Belgique), Adison (CPT, Brésil) étaient les principaux orateurs de cet atelier de travail. George Dixon Fernandez, le Secrétaire général de la FIMARC a modéré l'atelier.

Les intervenants des 4 continents ont présenté la situation de la terre dans le contexte grandissant de l'accaparement des terres. Au vu des témoignages, il apparaît évident qu'il y a de nombreuses initiatives d'accaparement de terres dans presque toutes les parties du monde, parfois même avec la complicité des états. Et partout, ce sont les petits paysans et les communautés rurales qui en sont les victimes.

L'atelier a souligné le fait qu'il n'y a aucune mesure protectrice appropriée pour assurer le droit à la terre aux communautés qui en vivent et qui en tirent leur subsistance. 75 membres de diverses organisations ont participé activement à ce débat. L'atelier s'est conclu avec la décision de soutenir fermement la déclaration de Dakar sur l'accaparement des terres.

L'atelier de la FIMARC sur les droits à la terre et les évictions de terre. (Exploitation de terre par la transnationale coréenne POSCO) Atelier co-organisé avec le MIJARC.

La FIMARC a organisé un deuxième atelier sur le droit à la terre et les expulsions de terre dans le contexte de la lutte de notre Mouvement indien, l'INAG contre l'accaparement de terre et son exploitation par la multinationale coréenne POSCO dans l'état d'Orissa en Inde.

L'objectif principal de cet atelier était de montrer un scénario d'expulsion de terre par les sociétés multinationales et comment intervenir au niveau international en soutenant les actions locales.

George Dixon Fernandez, le secrétaire général de la FIMARC a présenté le cas d'expulsion de terre par POSCO en Orissa. Joseph Kama (MARCS, Sénégal) a rapporté des cas d'expulsions de terre au Sénégal pour la production de biocarburant; TIBASHOBOKA des cas d'expulsions de terre dans son pays, liés à l'extraction de ressources naturelles.



En dehors de ses propres ateliers, la FIMARC a aussi participé aux ateliers du CCFD traitant du même sujet ainsi qu'au séminaire international organisé par MISEREOR sur la question de la terre.



Tout comme au cours du précédent FSM au Kenya, la FIMARC, le MIJARC et Entraide et Fraternité ont organisé une marche dans les rues de Dakar, portant un cercueil annonçant symboliquement la mort des accapareurs de terre, des institutions de Bretoon Woods et des acteurs qui créent ce monde injuste.

Notre participation conjointe au FSM avec Entraide & Fraternité et le MIJARC était tout à fait intéressante et fructueuse. Les actions que nous avons développées pendant le Forum nous ont permis de renforcer des contacts avec d'autres mouvements et réseaux. Ce forum nous a donné une forte motivation par la rencontre d'organisations sociales du monde entier en Afrique pour aborder les problèmes du monde a dit la délégation FIMARC de Sénégal.

Nous sommes particulièrement reconnaissant au MARCS Sénégal et particulièrement à Joseph Kama pour l'organisation, l'arrangement et la logistique pour tous nos programmes à Dakar.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Connaissez-vous dans vos pays des cas semblables d'accaparement de terres ?*
- *Quelles sont les actions que vous avez mises en place pour conscientiser les populations, pour tenter de réagir à ces accaparements ?*



Le témoignage d'une participante

Du 6 février au 11 février le dixième Forum Social Mondial (FSM) a été célébré à Dakar, une authentique assemblée de mouvements sociaux, une rencontre qui a réuni plus de 50.000 personnes de plus de 1.200 organisations de par le monde, sous le titre de « Résistance et Lutte des Peuples de l'Afrique ». Le rendez-vous revient pour la deuxième fois au continent africain -après Nairobi, en 2007- et dans un contexte de crise qui affecte durement la région la plus pauvre de la planète. Durant six jours, des propositions ont été apportées pour démontrer qu'un autre Monde est Possible!

Dans le contexte de crise actuel, le FSM se réunit à un moment clef pour la réflexion et la proposition d'initiatives alternatives à un modèle économique injuste. La société civile mondiale propose des réponses globales face à l'éclosion d'une crise systémique, exprimée par la crise alimentaire, environnementale, financière, éthique et économique, avec l'augmentation des migrations et des déplacements internes.

Tout cela dans un contexte dans lequel le continent africain vit des revendications sociales comme celles de Tunis, d'Égypte et, en général, les pays arabes, où la population se réveille devant la situation économique et sociale tellement dégradée et qui exige le respect des droits humains et la démocratie.

Le forum a commencé avec la marche qui a rassemblé le dimanche 6 février, des milliers de personnes au centre de Dakar. Dans la deuxième partie on a réalisé des centaines d'ateliers, organisés autour de différents axes thématiques.

La troisième et dernière phase qui compose habituellement ce type de rencontre, s'est conclut avec les assemblées sectorielles (des organisations champêtres, de femmes, des collectifs pour la défense du secteur public, des collectifs pour le droit au logement, etc..) et les assemblées unitaires. Toutes ces préoccupations sont reflétées dans le communiqué joint et dans les communiqués sectoriels.

De manière générale

Le FSM, est un espace pluriel et diversifié, entremêlant les relations de ceux qui luttent pour les droits humains et les droits à la terre pour établir des agendas communs et former des alliances communes contre le capitalisme néolibéral, le patriarcat, le racisme et toutes les formes de discrimination. Un lieu de rencontre et d'alliances entre mouvements impliqués dans une même lutte, avec une même voix contre les accaparements de terre, contre les violences envers les femmes, pour le droit à l'éducation pour tous, pour une vie digne.... La question des migrations dans un pays comme le Sénégal a été aussi un des grands centres de préoccupation. Le jour précédent l'ouverture officiel du FSM une lettre des migrants de l'île de Gorée, d'où partaient les contingents d'esclaves pour l'Amérique, a été présentée.

L'organisation du FSM au Sénégal a rencontré de nombreuses difficultés d'organisations pas le boycott du Gouvernement. Mais, par l'obstination des organisateurs il a pu avoir lieu et a donné une réelle reconnaissance aux mouvements de base africains.

Des propositions concrètes avaient été travaillées au cours des éditions antérieures et continuent à se développer en tenant compte de l'agenda international, comme par exemple la question de la dette externe ou de la taxe Tobin. Tout cela contribue à renforcer l'option pour un fonctionnement économique plus équitable et démocratique.

La dénonciation du rôle des agents du système (banques, transnationales, conglomérats médiatiques, institutions internationales...) se poursuit dans sa recherche d'un maximum de profit, de ses politiques interventionnistes par des guerres, des occupations militaires, des missions soi disant humanitaires, de créations de base militaires, de vol des ressources naturelles, l'exploitation des peuples et la manipulation idéologique.

Le système capitaliste néolibéral continue de détruire la vie quotidienne des gens, mais chaque jour il naît des luttes pour la justice sociale, pour éliminer les effets qu'a laissé le colonialisme et pour que tous et toutes puissent avoir une vie digne. Nous affirmons que les peuples ne doivent pas continuer à payer pour cette crise systémique et qu'il n'y a pas de sortie possible à la crise au sein de ce système capitaliste néolibéral.

La lutte contre le changement climatique et pour la souveraineté alimentaire se poursuit. Le réchauffement global est le résultat du système actuel de production, de distribution et de consommation. Pour satisfaire à ces faux besoins, les transnationales, les institutions financières et les gouvernements à leur service, ne veulent en aucun cas réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Nous dénonçons le "capitalisme vert" et nous refusons les fausses solutions à la crise climatique comme les agro carburants, les transgéniques et les mécanismes de marché du carbone qui sont présentées comme étant le progrès aux populations appauvries, mais qui ne sont qu'illusions, pendant que se privatisent et se vendent les forêts et les territoires des populations.

Toutes ces propositions et beaucoup d'autres se sont concrétisées dans la Déclaration de l'Assemblée des Mouvements Sociaux.

La conclusion est claire, un autre monde est possible et nous sommes nombreux à favoriser ce changement.

Nieves Martínez Bravo



Nouvelles de la FIMARC

Réunion du Bureau et du Comité Exécutif

Les réunions du Bureau et du Comité exécutif de la FIMARC ont eu lieu du 1^{er} au 8 avril 2011 à Assesse en Belgique. Une session de travail sur l'accès et le droit à la terre a eu lieu au cours de cette semaine. Le dialogue entre la Via Campesina, la FIAN, le groupe de travail des droits de l'homme de la FIMARC a été très intéressant et a permis aux membres du CE de préparer une résolution sur ce sujet.

Groupe de travail des Droits de l'Homme de la FIMARC

Les membres du Groupe de Travail des Droits de l'Homme de la FIMARC ont présenté aux membres du Comité Exécutif

leur premier document concernant l'acapement des terres. Ce document, amendé par les membres du CE, sera finalisé prochainement et sera largement diffusé auprès de nos membres.

Visite du Bureau à Rome

Les membres du Bureau se sont rendus à Rome pour rencontrer Mgr. Josef Clemens (Secrétaire du Conseil Pontifical pour les Laïcs), le Cardinal Turkson (Président du Conseil Pontifical Justice et Paix), l'Archevêque Mgr Veglió (Président du Conseil Pontifical pour les Migrants) ainsi que Madame Fermina Alvarez (du département de la Secrétairerie d'Etat). Signalons aussi un autre événement remarquable : la rencontre avec la Section de la Société Civile de la FAO.



Rencontre du Bureau avec Mgr Veglió - Février 2011, Rome



*Les participants de la FIMARC au FSM 2011
Statue des Esclaves, Ile de Gorée (Sénégal)*



PUBLIE PAR

Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques
Federación Internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos
Federação Internacional dos Movimentos de Adultos Rurais Católicos
International Federation of Rural Adult Catholic Movements

Editeur responsable

George Dixon FERNANDEZ, rue Jaumain 15 - 5330 ASSESSE (BELGIQUE)